

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4289 - LUNDI 11 JUILLET 2022

RDC-FMI

Kinshasa espère le « décaissement immédiat » de 203 millions de dollars

La conclusion satisfaisante de la deuxième revue du Programme élargi du gouvernement appuyé par la Facilité élargie de crédit ouvre la voie à une telle perspective dans le cadre de l'appui à la balance de paiements. Cette performance est le fruit d'une bonne mobilisation des recettes domestiques favorisée par le bon comportement des cours mondiaux des produits miniers et les efforts de maximisation des recettes publiques du gouvernement.

La première retombée directe et non des moindres de cette embellie est le décaissement immédiat de 203 millions de dollars américains d'appui à la balance des paiements. Cet appui va conforter les réserves de change de la BCC.

Page 3



Le ministre des finances Nicolas Kazadi posant avec des délégués du département Afrique du FMI

COMMERCE

Le poste de Lufu reprend du service



Activités commerciales au poste de Lufu.

Fermé durant deux ans pour des raisons de covid-19, le poste frontalier congolo-angolais, au niveau de la cité de Lufu, dans la province du Kongo central, est de nouveau opérationnel. Les autorités des deux pays ont assisté à cet événement qui marque la reprise d'un business qui occupe des milliers de ressortissants tant de la République

démocratique du Congo que de l'Angola. La reprise des flux transfrontaliers va servir à booster les échanges économiques et marquer un nouveau départ pour les activités commerciales. Situé à 80 km au sud de Matadi, Lufu est à plus de 300 km du centre-ville de Kinshasa.

Page 3

VILLE DE KINSHASA

Le nouveau marché Type K bientôt ouvert au public



Un échantillon de pavillon Type K

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a inspecté, le 7 juillet, les travaux de construction du marché moderne à la place Type K, dans la commune de Kinshasa. Construit sur fonds propres de l'exécutif provincial de Kinshasa, ce marché a une capacité d'accueil de mille cinq cents tables et quatre-

vingt-dix-neuf magasins.

Le but est d'atteindre trois mille étalages contre deux cents magasins plus ou moins, apprend-on. Les travaux se poursuivent et l'entreprise chinoise qui travaille en partenariat avec la ville se distingue par la qualité des ouvrages.

Page 2

ETAT DE DROIT

Plaidoyer sur la loi pour protéger les dénonciateurs des actes de corruption

La Ligue congolaise de lutte contre la corruption s'est dite vivement préoccupée par l'arrestation du président de l'Alliance des commerçants du Congo, arrêté à la suite d'une complicité entre le directeur

provincial de la Direction générale des impôts de l'ex-province orientale et le Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani.

Pour cette association, le fait de ne pas disposer dans

l'arsenal juridique congolais une loi sur la protection des lanceurs d'alerte expose les citoyens qui veulent dénoncer la corruption aux représailles des corrupteurs et corrompus.

Page 4

ÉDITORIAL

Likambo ya mabélé

Le droit du sol ». On peut ainsi traduire ce concept développé en langue lingala. Pourquoi ponctuer les deux «e» de « mabélé » avec un accent aigu et non pas avec un accent grave ? Parce que ce mot mabélé, que l'on pourrait traduire en français par «sol» et dans un autre contexte « périmètre de terrain inaliénable » changerait du tout au tout. Il deviendrait «mabèlè», les gorges, comme on voit, bien loin de ce qui nous occupe dans la présente livraison.

« Likambo ya mabélé » a été chanté par l'artiste il y a bien longtemps. Luambo Makiadi Franco, pour ne pas le citer, délivrait en son temps un long plaidoyer en faveur des luttes africaines de libération contre les occupants et magnifiait par-dessus tout l'unité nationale. Le concept s'est invité dans la campagne électorale récente et fait des vagues au sein de la classe politique forçant le gouvernement à prononcer le retrait d'un candidat de la course. Laissons les conjectures sur l'opportunité ou le bienfondé de cette décision courir, regardons plutôt où cette représentation peut mener.

Ne s'intéressant aux circonscriptions qu'ils ambitionnent de conquérir ou reconquérir qu'à quelques semaines des élections, beaucoup de prétendants ont été surpris par l'accueil mitigé de leurs potentiels électeurs, et par la percée de certains de leurs adversaires peu connus. Alors qu'ils avaient la certitude de se trouver en terrain conquis, le doute les a rattrapés quand ils ont découvert combien la réticence était de mise chez leurs partisans, et combien leur discours recyclé avait l'air du « déjà entendu ».

A la vérité, il n'y a pas mieux pour déterminer l'importance de ce fameux « droit du sol » que le peuple-électeur. Il a les pleins pouvoirs de confier sa destinée à des représentants qui lui sont attachés, à qui il ne reprocherait ni les descentes parlementaires avortées ni les promesses non-tenues, encore moins la désertion des débats à l'hémicycle. Ces « braves-là » pourraient venir des quatre coins du Congo si on veut, et n'exhiber que leur fière identité d'être des Congolais sans plus. A charge pour les enfants du pays de le concevoir et le rendre possible sur l'ensemble du territoire national.

Le Courier de Kinshasa

VILLE DE KINSHASA

Le nouveau marché Type K bientôt ouvert au public

Le marché moderne construit sur fonds propres du gouvernement de la capitale congolaise a une capacité d'accueil de 1 500 tables et 99 magasins. Le but est d'atteindre 3 mille étalages contre 200 magasins plus ou moins.



Des pavillons du marché Type K

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a inspecté, le 7 juillet 2022, les travaux de construction du marché moderne à la place Type K, dans la commune de Kinshasa. Ce marché est construit avec une capacité d'accueil de 1 500 tables et 99 magasins. Sur place, la commissaire générale en charge de l'Environnement, Laetitia Bena Kabamba, a annoncé l'ouverture officielle de ce marché

« Nous devons continuer à travailler pour donner le droit d'accès du site derrière. Le but ici est d'atteindre 3 mille étalages contre 200 magasins plus ou moins. Néanmoins, les travaux se poursuivent »

dans les prochains jours. Elle a également noté la volonté d'agrandir la capacité d'accueil de ce centre de négoce. « *Nous devons continuer à travailler pour donner le droit d'accès du site derrière. Le but ici est d'atteindre 3 mille étalages contre 200 magasins plus ou moins. Néanmoins, les travaux se poursuivent* », a-t-elle fait savoir.

Le gouverneur Gentiny Ngobila a, quant à lui, salué la qualité des travaux effectués par l'entreprise chinoise qui travaille en partenariat avec la ville de Kinshasa.

Rappelons que c'est le gouvernement provincial de Kinshasa qui a financé les travaux de construction de ce marché moderne dont la pose de la première pierre a été faite par le gouverneur Gentiny Ngobila en 2021.

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RDC – FMI

Kinshasa espère le « décaissement immédiat » de 203 millions de dollars

La conclusion satisfaisante de la deuxième revue du Programme élargi du gouvernement (PEG) appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) ouvre la voie à une telle perspective dans le cadre de l'appui à la balance de paiements. Cette performance, a expliqué le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, est le fruit d'une bonne mobilisation des recettes domestiques favorisée par le bon comportement des cours mondiaux des produits miniers et les efforts de maximisation des recettes publiques du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC).

Le 6 juillet dernier, la presse congolaise a été conviée à un important point de presse du ministère des Finances. Face aux journalistes, le ministre Nicolas Kazadi était accompagné de son collègue du Budget, Aimé Boji; de la gouverneure de la Banque centrale du Congo (BCC), Malangu Kabedi; et du représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), Gabriel Leost. A l'ordre du jour des échanges, la deuxième revue du PEG appuyé par la FEC, ainsi que les retombées de la conclusion satisfaisante.

Selon l'argentier national qui s'est largement étendu sur cette question, la première retombée directe et non des



Nicolas Kazadi

moindres est le décaissement immédiat de 203 millions de dollars américains d'appui à la balance des paie-

ments. Cet appui va conforter les réserves de change de la BCC. Par ailleurs, il ne faut pas oublier l'accélération de

l'utilisation de DTS avec un décaissement supplémentaire de 211 millions de dollars américains en faveur du Programme de développement local de 145 territoires. Dans la foulée, Nicolas Kazadi a fait état d'une autre retombée très importante. Il s'agit de l'appui budgétaire de 250 millions de dollars américains de la Banque mondiale (BM). En effet, dans nos précédentes éditions, nous soulignons le caractère assez exceptionnel de la décision de la BM qui survient dix ans après le dernier appui de cette institution financière internationale à la RDC.

Si ces faits peuvent rassurer du réchauffement effectif de

la coopération entre la RDC et ses partenaires traditionnels, dont le FMI, il faut noter que le gouvernement est déterminé à poursuivre ses réformes stratégiques. Il s'agit, notamment, de l'informatisation de la chaîne de la recette, l'élargissement de l'assiette fiscale par l'introduction de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et sociétés, la rationalisation des dépenses fiscales, la réforme du système de subvention aux prix du carburant, l'encadrement de la dette publique à travers une loi, la maîtrise de la masse salariale, la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance dans le secteur minier.

Laurent Essolomwa

COMMERCE

Lufu reprend du service

Fermé durant deux ans pour des raisons de Covid-19, le poste frontalier congolo-angolais, au niveau de la cité de Lufu, dans la province du Kongo Central, est de nouveau opérationnel. Les autorités des deux pays ont assisté à cet événement qui marque la reprise d'un business qui occupe des milliers de ressortissants tant de la République démocratique du Congo que de l'Angola.

La Cité de Lufu a connu ses heures de gloire avant la fermeture en 2020 pour des raisons de crise sanitaire. Situé à 80 km au Sud de Matadi, et à plus de 300 km du Centre-ville de Kinshasa, il s'agit d'un marché qui fonctionnait à l'époque comme un simple couloir de passage ou de transit. Depuis le mardi dernier, la célèbre frontière entre les deux pays est de nouveau accessible aux milliers de ressortissants des deux pays qui y exercent le commerce. Au fil des années, il s'est créé ce que l'on qualifie en économie « une dynamique transfrontalière d'échange commercial » entre les deux pays au niveau de la province du Kongo Central. Les lignes de partage se sont effacées au profit des impératifs économiques, même si les flux de commerçants qui traversent la frontière n'étaient pas enregistrés dans le cadre du commerce intra-africain.

Comme l'explique un économiste, les flux transfrontaliers s'opèrent en général dans le

cadre d'un circuit informel qui représente un grave manque à gagner pour les pays. Par ailleurs, les industries locales paient aussi le prix fort de l'entrée très souvent frauduleuse des produits similaires écoulés sur le marché. Il s'agit des produits de première nécessité et manufacturés ainsi que les différentes initiatives de la population pour survivre. Plusieurs enquêtes ont révélé un impact socio-économique direct sur la politique économique à Kinshasa. L'entrée massive des marchandises a contribué à « forcer » la baisse des prix au niveau des marchés locaux comme le Grand marché, Gambela, Matadi-Kibala, Matete et Zigida. La majorité des produits sont, nous le disions, des biens de première nécessité comme le semoule de maïs, le riz, l'huile végétale, le savon, les boissons en cannettes, les produits laitiers, le sucre, le ciment, le carburant, les vêtements, les chaussures, les appareils électro-ménagers, etc. Au regard des flux, certaines



banques n'ont plus hésité à ouvrir des guichets sur place. Sans un bon encadrement des États, ces activités ne peuvent pas s'inscrire dans une stratégie de reconstruction et de réhabilitation des systèmes économiques. La reprise des flux transfrontaliers va servir à booster les échanges

économiques, espère-t-on, et le vice-premier ministre et ministre rd-congolais de l'Intérieur, qui a procédé à la cérémonie officielle de réouverture du poste frontalier de Lufu, met en garde contre les désordres. A ce propos, dans la partie rd-congolaise de la frontière, il faut

signaler la construction de nouvelles infrastructures de contrôle. Lui et son homologue angolais ont procédé symboliquement à la traversée de la frontière sur le Pont Lufu renoué marquant ainsi le départ des activités commerciales.

Laurent Essolomwa

ETAT DE DROIT

Une loi à adopter pour protéger les dénonciateurs des actes de corruption

La Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) s'est dite vivement préoccupée par l'arrestation du président de l'Alliance des commerçants du Congo, Ebele Moninga, suite à une complicité entre le directeur provincial de la Direction générale des impôts (DGI) de l'ex-province orientale et le Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani.

Le président de l'Alliance des commerçants du Congo, selon la Licoco, mène, à travers son organisation, une campagne contre les détournements des deniers publics dans la province orientale, dénonçant ouvertement les agents de la DGI qui commettent des mauvaises pratiques. « *M. Ebele Moninga saisit les autorités provinciales comme nationales pour qu'elles agissent contre ces antivaleurs qui ont élu domicile dans les chefs des agents de la DGI dans l'ex-province orientale* », a souligné la Licoco. Elle regrette qu'au lieu d'encourager le président de l'Alliance des commerçants du Congo et cette organisation à continuer ce combat contre les détournements des fonds publics commis par les agents de la DGI, le directeur provincial de cette régie financière s'est arrangé avec le Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani pour les faire taire.

La Licoco a fait savoir que le 3 novembre 2021, la direction provinciale de la DGI dans l'ex-province orientale a introduit une plainte contre Ebele Moninga auprès du Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani. Les charges qui ont soutenu cette accusation ont notamment été l'incitation du public, en général, et des commerçants, en particulier, à refuser le paiement des impôts ; et outrage et agression contre les agents de la DGI. « *C'est par cette plainte que le Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani arrêtera M. Ebele Moninga et enverra son dossier auprès du Tribunal de grande instance de Kisangani enregistré sous RP 15191* », a expliqué la Licoco qui indique que depuis le 15 janvier 2022, Ebele Moninga croupit dans la prison centrale de Kisangani.

La Licoco regrette, par ailleurs, le fait que la DGI à Kinshasa n'a pas agi pour libé-

rer le président de l'Alliance des commerçants du Congo alors qu'elle est informée de ce dossier dont les dénonciations ont été faites pour la mobilisation des recettes publiques. Elle rappelle que la RDC a ratifié la Convention des Nations unies contre la corruption, la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption ainsi que le Protocole de la Communauté de développement de l'Afrique australe contre la corruption et l'exhorte à avoir un arsenal juridique qui protège les dénonciateurs des actes de corruption ou lanceurs d'alerte contre toute poursuite judiciaire. « *Le cas de M. Ebele Moninga et d'autres cas des lanceurs d'alerte qui ont été arrêtés ou sanctionnés administrativement doivent interpellier les autorités politiques pour doter le pays d'une loi qui protège les dénonciateurs d'actes de corruption ou lanceurs*

d'alerte », a souligné la Licoco dans son communiqué signé par son secrétaire exécutif, Ernest Mpararo. Pour cette association, ne pas avoir une loi sur la protection des lanceurs d'alerte expose plusieurs citoyens qui veulent dénoncer la corruption aux représailles des corrupteurs et corrompus.

La Licoco demande donc urgemment à la DGI d'amorcer des démarches pour faire libérer Ebele Moninga, en instruisant sa direction provinciale de Kisangani à retirer la plainte déposée auprès du Tribunal de grande instance. Cette régie financière est également priée d'envoyer une mission de contrôle dans toute l'ex-province orientale afin de voir si les dénonciations faites par Ebele Moninga sont fondées ; et à permuter ou sanctionner les responsables de la DGI/Kisangani qui protègent les détourneurs

les fonds publics.

Elle attend que le Conseil supérieur de la magistrature instruisse le Tribunal de grande instance de Kisangani pour la libération urgente d'Ebele Moninga qui n'a fait que dénoncer les agents de la DGI qui détournent les fonds publics. Aux ministères des Finances et de la Justice, la Licoco demande d'ordonner à la DGI de lancer une mission de contrôle pour sanctionner tous les agents impliqués dans les détournements des fonds publics à ce moment où le gouvernement cherche à mobiliser les moyens financiers pour financer les projets socioéconomiques ; de proposer au Conseil des ministres une proposition de loi portant sur la protection des dénonciateurs des actes de corruption et lanceurs d'alerte, pour son adoption avant son envoi à l'Assemblée nationale.

Lucien Dianzenza

COMMUNAUTÉ MUSULMANE AHMADIYYA

Quatorzième conférence annuelle à Bandundu

La Communauté musulmane Ahmadiyya de la province du Kwilu a accueilli le représentant légal et chef missionnaire de cette communauté en République démocratique du Congo (RDC), l'amir Jama'at Khalid Mahmood Shahid. C'était à l'occasion de la quatorzième Jalsa Salana (conférence annuelle) qui s'est déroulée du 1er au 2 juillet.

Sous la tutelle du missionnaire régional dans la ville de Bandundu, Maulana Farid Ahmad Bhatti, près de neuf cent cinquante fidèles et visiteurs ont assisté à la conférence annuelle. À cette occasion, de nombreux discours portant sur des sujets divers ont été prononcés pour l'encadrement des participants. Après la Jalsa Salana, l'amir Jama'at Khalid Mahmood Sahib a conduit une forte délégation pour l'inauguration de la mosquée Qamar, une bâtisse de douze mètres de longueur et huit de largeur, relevée de deux longs minarets de 10 m chacun.

La Jalsa Salana, rappelé-t-on, a commencé en 1889 avec le fondateur de la Communauté musulmane Ahmadiyya, Mirza Ghulam Ahmad, le messie promis et imam Al Mahdi. L'objectif est de permettre aux musulmans ahmadis d'utiliser la Jalsa Salana comme un événement pour l'avancement spirituel et moral, l'interaction sociale bénéfique ainsi que pour augmen-



La conférence annuelle

ter la relation personnelle avec Dieu. Cette conférence s'organise, depuis un certain temps, partout à travers le monde.

Une mosquée construite en six mois

La construction de cette bâ-

tisse religieuse a duré six mois. Pour son inauguration, cette agglomération, Mushie, a accueilli deux cent soixante-dix personnes parmi lesquelles l'administratrice du territoire, le commandant de la police, l'inspecteur de l'auditorat militaire ainsi que

les représentants des confessions religieuses. Chacun des participants a donné une impression très positive sur cette mosquée, notant que c'est un monument important de la cité qui contribue au développement du territoire et à la propagation d'excellents

enseignements de l'Islam, tout en permettant l'encadrement des fidèles musulmans ahmadis.

L'amir Jama'at a appelé les musulmans de la communauté qu'il dirige à refléter les véritables valeurs de l'Islam par leur conduite et caractère exemplaires. « *Maintenant que cette mosquée est construite, c'est à vous de la peupler afin d'adorer Dieu et de diffuser les enseignements bénis de l'Islam* », a-t-il souligné. Il a rappelé aux musulmans ahmadis que s'ils manquent à leur devoir envers autrui, leurs prières ne seront d'aucun avantage. Pour le représentant légal et chef missionnaire de cette communauté, en effet, « *cette mosquée n'est pas uniquement un sanctuaire pour les fidèles* ». Elle sera ouverte, a-t-il fait savoir, à la communauté dans son ensemble afin de promouvoir la paix et la bienveillance. Cette session s'est terminée par une prière silencieuse dirigée par l'amir Jama'at et un dîner qui a clôturé toutes les activités.

L.D.

MAZEMBE

Rupture brutale entre Frédéric Kitengie et Alexandre Coppolani

La séparation entre le Tout-Puissant Mazembe et le préparateur physique français, Alexandre Coppolani, est loin d'être «à l'amiable».

L'on assiste depuis peu à des réactions orageuses entre les parties. Le lundi 4 juillet, la direction du club de Lubumbashi annonçait la séparation à l'amiable avec le préparateur physique Alexandre Coppolani, arrivé en avril 2021 pour intégrer le staff technique du club afin de s'occuper de la préparation physique des joueurs pour deux compétitions. Mais quelques heures après l'annonce, la lettre de licenciement du technicien français a fuité et révélé des précisions accablantes.

Dans cette correspondance, on pouvait découvrir que la résiliation du contrat faisait suite «à la clôture de l'action disciplinaire» ouverte à charge du Français «pour faute grave». Le club a accusé Coppolani de ne pas disposer d'un diplôme lui délivré par la Fédération française de football, selon ses dires, prouvant sa compétence et l'autorisant à exercer le métier de préparateur physique. Un autre grief plus sérieux, c'est le soupçon de corruption par la Renaissance sportive de Berkane (Maroc), tombeur de Mazembe en demi-finale de la Coupe de la Confédération.

La direction de Mazembe, par le biais du secrétaire général



Frédéric Kitengie

du club, Frédéric Kitengie, a affirmé : « Il (Coppolani) aurait proposé à notre gardien Siadi Baggio une enveloppe de 40.000 euros, provenant certainement des représentants du club de Berkane, afin que notre gardien permette la victoire du club marocain ». Et il a ajouté que Coppolani aurait facilité le départ gratuit du défenseur central Arsène Zola au Maroc.

Réaction de Coppolani

Le préparateur physique a réagi sur ses réseaux sociaux contre ses accusations, en

promettant de porter l'affaire à la Fifa, et en menaçant même de saisir les instances judiciaires. Il a qualifié ce dossier de « rocambolesque » et des « griefs grotesques ». « Aujourd'hui, j'ai déposé plainte contre Frédéric Kitengie et Siadi Baggio pour diffamation, et contre Adolphe Kabamba pour propos racistes et haineux. Ma plainte à la Fifa, ce sera pour rupture abusive du contrat, diffamation et racisme », a rétorqué Alexandre Coppolani le 4 juillet, après l'annonce de la



Alexandre Coppolani

résiliation de son contrat. Sur sa page Facebook, il a ajouté : « Je remercie les fans du TP Mazembe pour les moments que nous avons partagés, je tiens à les assurer que j'ai tout donné pour ce club. J'ai apporté le maximum que je pouvais. Je remercie le président Moïse Katumbi pour sa confiance et le conseiller Ramazani pour son soutien sans faille. Je souhaite toute la réussite à ce grand club, mais aussi du changement dans le management ». Il a indexé Frédéric Kiten-

gie «Kifré» en ces termes : « Plusieurs postes ne peuvent pas être occupés par un seul homme (manager, directeur sportif, journaliste, agent des joueurs, avocat à ses heures perdues, directeur de chaîne TV, voyageur) qui veut avoir le contrôle sur tout, mais qui ignore peut-être qu'il y a des règles et des lois en dehors de la RDC ». la rupture est bien consommée entre Mazembe et Coppolani qui a trouvé preneur, nommé préparateur physique de la sélection du Mali, les Aigles.

Martin Engimo

FICKIN

La 9^e édition se poursuit à la Halle de la Gombe

Depuis l'ouverture qui a fait la part belle au cinéma local, fiction et documentaire, le samedi 2 juillet, à l'Académie des beaux-arts et le lendemain, le Festival international de cinéma de Kinshasa est au centre de la programmation actuelle de l'Institut français jusqu'au 9 juillet.

Lancée avec une programmation 100% congolaise, la soirée du 2 juillet, le 9e Fickin va projeter au total 74 films parmi lesquelles quinze réalisations de la RDC. Cinq d'entre eux ont meublé l'ouverture à commencer par le long métrage Juwaa, drame familial de Njanji Mutiri suivi

des documentaires Bikeko, Molaso, L'être et Future. Un hommage a été rendu à Mars Kadiombo Yamba Bilonda, illustre comédien, scénariste, réalisateur et producteur disparu le 15 juillet de l'année dernière avec la première de Paris à tout prix. Sorti à titre posthume, ce long métrage, sa

première réalisation dont il était lui-même producteur a clôturé la dernière soirée de projection à l'Académie des Beaux-arts dont le directeur général, Henri Kalama Akulez, est parrain du festival en cours.

En ce qui concerne la sélection officielle, elle met en compétition quatre long métrages dans la catégorie documentaires et neuf pour la fiction dont les réalisations congolaises Juwaa, Aïcha, Paris à tout prix et Mon trésor ainsi que Parcours pour le compte du Congo-Brazzaville. Des treize documentaires, des courts métrages de 2 à 20 minutes en compétition, Nyama, Future, Le fleuve, L'être, Molaso et Libende Boy sont des réalisations locales. Sur les douze films d'animations Maravilah de Winner Beyoko représente le drapeau congolais. La catégorie la plus fournie est celle de la fiction court métrage où des vingt films en lice l'on ne retrouve aucune réalisation congolaise.

Depuis le lundi 4 juillet le festival offre des journées pleines de diver-

tissement clôturées par des concerts aux cinéphiles. Elles s'articulent autour de programmations pour jeune public en fin de matinée et des projections pour tout public en soirée. Les professionnels quant à eux participent trois ateliers animés par des cinéastes locaux, une première. Débutés depuis le mardi 5 juillet, il s'agit de l'atelier sur le « Jeu d'acteur », à destination des personnes désireuses d'embrasser la carrière d'acteur est animé par les acteurs Henoc Kiyombo, Dayana Esebe et Kevin Mavakala. En parallèle, le photographe Fanon Kabwe assure la formation sur « La direction photo » tandis qu'Hallain Paluku et Patrick Bhayo dirigent conjointement l'atelier d'« Animation ». La programmation de ce vendredi 8 juillet fait un clin d'œil à la rumba avec The rumba kings, long métrage d'Alan Brain, précédée de quatre courts métrages à partir de 15h, va clôturer la série de projections la veille de la clôture.

Nioni Masela



Programmation du 8 juillet à la Halle de la Gombe (DR)

RUMB'ART

La femme, un des indispensables atouts de la rumba

Commissaire de l'exposition ouverte du 24 juin au 15 juillet à Wallonie-Bruxelles, le peintre Franck Dikisongele, communément appelé Diki, met en relief la gent féminine, chanteuses et animatrices radio-télé qui ont accompagné la musique congolaise, soutenu les efforts déployés par les musiciens pour sa large diffusion.

Pour Diki, il est impensable d'évoquer la grande épopée de la rumba sans faire l'éloge des femmes qui font partie de ses estimés ambassadeurs, notamment Lucie Eyenga. Il la tient à raison pour cette voix d'exception qui a su voguer sur les deux Congo, a donné à la rumba congolaise quelques-uns de ses classiques. La chanteuse reconnue à l'international, vocaliste, auteure-compositrice et interprète fait figure de pionnière. Et donc, dit le peintre sur un ton empreint d'une nette indignation : « J'ai cristallisé Lucie Eyenga, et ce n'est que justice, car on ne parle que des rois de la rumba comme si l'on ignorait qu'à côté du roi, il y a une reine ». Pourtant, ajoute-t-il : « Nous savons tous qu'une des particularités de la rumba, c'est qu'elle ne se danse pas seul, mais en couple, avec une dame. S'il a existé un roi de la rumba, il y avait donc une reine de la rumba avec qui il dansait ». Ainsi donc, conclut-il : « Je ne concevais pas d'ignorer des figures comme Lucie Eyenga. Mais encore, il y a des dames à l'instar de Mama Angebi et Mama Kanzaku qui ne se sont pas contentées de danser la rumba. Elles en ont parlé, fait l'apologie de la rumba ».



Hervé n'Damvu posant à côté d'Origines/Adiac

En outre, Diki rappelle que la rumba, dont l'un des grands thèmes favoris reste l'amour, a ses muses à l'instar de tout art. Et, il n'en est pas une qui ait autant été citée que celle de Papa Wendo, reconnu comme le « père » de la rumba et de la musique congolaise moderne. « Wendo Kalosoy a chanté Marie Louise », ce tube intemporel fait partie des classiques de la rumba, c'est naturel d'immortaliser cette femme », a-t-il soutenu. Le mérite, les honneurs rendus aux acteurs de la rumba ne de-

vraient pas être le seul apanage de la gent masculine, pense Diki. « Pourquoi ne dit-on rien à propos de toutes ces femmes qui ont été aux origines de la rumba alors que l'on cite et pense à Wendo Kalosoy, Kallé Jeff, et tous ces autres noms que l'on connaît si bien ? », interroge-t-il.

De ce questionnement est née une motivation qu'il a partagée au « Courrier de Kinshasa ». « Mon regard s'est posé sur ces grandes dames, a voulu rendre concrète leur valeur dès lors qu'elles ont aussi fait parler de la rumba au même titre que

leurs homologues. C'est dans ce contexte que se situent mes peintures, elles cristallisent les dames. L'on ne peut pas aborder la concrétude de la rumba sans les figures féminines. Il y a eu Abeti Masikini, M'Pongo Love, Tshala Muana, Mbilia Bel avant d'arriver à celles d'aujourd'hui. Pourquoi s'interdire de parler de la rumba au féminin ? D'ailleurs l'on ne devrait parler de la rumba ni au féminin, ni au masculin, mais de la rumba tout court », a expliqué le peintre.

Art culinaire et danse

En sus, à côté des hommes et femmes qui ont vulgarisé la rumba, il y a, dit-il, « les intrants de la rumba, les objets, les circonstances et moments, tout un ensemble de choses en plus des humains ». L'artiste a évoqué d'autres disciplines artistiques qui se sont exprimées autour de la rumba, « théâtre, arts plastiques, arts culinaires, etc. ». Et, particulièrement sur l'art culinaire, Diki cite une de ses peintures, « Le liboke » inspiré de « Sisika, bouquet de roses » de Papa Noël Nodule, interprété par Sam Mangwana. Savoir que le poisson en papillotes cuit dans des feuilles végétales cité dans ce tube est une des spé-

cialités culinaires congolaises, un délicieux met bien apprécié des étrangers.

De son côté, Hervé n'Damvu a peint « Origines », une grande toile (2,20m x 1,80m) où des femmes aux seins nus dansent au son du tambour que bat une musicienne. Évocation des origines de la rumba car, dit-il : « Nos ancêtres célébraient la rumba au départ appelée kumba. Les propriétaires d'esclaves ayant du mal à prononcer ce mot tel quel, kumba est devenu rumba. Tous les événements, décès, naissance, moments de tristesse ou réjouissances étaient accompagnés par la musique. La rumba fait partie de la culture congolaise, l'accompagne toujours ». Et de renchérir : « Il n'y a que des femmes sur cette toile, c'est fait exprès. L'image de la rumba n'est représentée que par des hommes aujourd'hui, pourtant, la danse est indissociable de cette musique, elle en fait partie. Le plus souvent ce sont les femmes qui sont en évidence dans les concerts, ce sont elles qui dansent alors que les hommes chantent, l'on ne peut pas les exclure ». Et, conclut-il : « En parlant de la rumba, je prône la femme car c'est elle qui mène la danse ».

Nioni Masela



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques
chantier

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO

SOMMET IDA/DAKAR

Les Africains face au défi du développement continental

La déclaration publiée le 7 juillet à Dakar, au Sénégal, à l'issue du sommet de l'Association internationale de développement (IDA), engage les dirigeants africains sur de nombreux impératifs qu'ils doivent surmonter pour mieux conduire les politiques destinées au développement du continent.

De prime abord, dans cette déclaration conjointe en 15 points, les chefs d'Etat et de gouvernement africains présents dans la capitale sénégalaise (1) sont unanimes pour reconnaître que « la plupart des pays du continent n'ont pas connu de progrès significatifs dans les domaines tels que la réduction de la pauvreté, l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODDs) et l'accumulation de capital humain ». Ces objectifs sont proches de ceux contenus dans l'Appel d'Abidjan, lancé le 15 juillet 2021, qui préconisait : « l'amélioration du capital humain », « la création d'emplois par des politiques de développement du secteur privé », et « la relance économique ».

S'ils notent que depuis deux ans, la pandémie de Covid-19 à laquelle s'ajoute désormais, en termes de contrariétés le conflit russo-ukrainien, a fragilisé les économies africaines, les chefs d'Etat et de gouvernement veulent néanmoins voir les conditions d'existence s'améliorer pour les populations les plus vulnérables constituées de femmes, d'enfants et de déplacés des crises multiformes que connaît le continent. Cette situation est d'autant préoccupante que, comme le souligne la déclaration : « A fin mai 2022, vingt-trois pays de notre continent présentent un risque élevé de surendettement ou sont en surendettement ». L'Afrique qui est par ailleurs « confrontée à une crise alimentaire et nutritionnelle majeure » depuis trois ans. Autant de défis à la résolution desquels le sommet de Dakar s'est voulu aussi une tribune d'engagements.

Améliorer la gouvernance publique

A l'écoute du continent, l'IDA qui relève du groupe de la Banque mondiale, a mobilisé 93 milliards de dollars US devant servir au financement des projets et programmes à impacts visibles en matière de développement économique. L'un des engagements pris à Dakar par les chefs d'Etat est de ne pas ériger la crise de Covid-19 en une fatalité : « Nous nous engageons à accélérer la transformation économique de l'Afrique... à travers un leadership politique

fort et des actions volontaristes... dans les domaines de la bonne gouvernance, de la sécurité, de la paix ainsi que de la préparation aux crises ».

A l'évidence, la pandémie du coronavirus a prouvé que plusieurs Etats du continent et des autres parties de la planète sont en retard dans l'anticipation des calamités d'une telle envergure. D'où aujourd'hui la mise en œuvre d'initiatives en faveur de la bonne organisation des actions de riposte. La République du Congo vient ainsi de finaliser le cadre stratégique national du Centre des opérations d'urgence de santé publique-Cousp-, dont la mission est de faciliter la mobilisation des ressources humaines et financières dans la lutte contre les épidémies.

La place du secteur privé

Le succès de nombreux engagements pris par les chefs

d'Etat et de gouvernement, que nous ne pourrions tous lister ici passe aussi par l'implication des acteurs expérimentés dans différents secteurs économiques. Les partenaires privés sont à ce titre des interlocuteurs de premier plan : « Nous réaffirmons que les projets transversaux à financer par l'IDA-20 (nommée ainsi parce que l'initiative est à sa vingtième mobilisation des ressources Ndlr) doivent favoriser une forte implication du secteur privé et requièrent un accompagnement de celui-ci par la Société financière internationale-SFI », plaide la déclaration. Dans cette vision du renforcement du partenariat public-privé, le sommet de Dakar a ciblé les secteurs comme le changement climatique, l'agriculture, l'innovation dans les chaînes de valeur alimentaire, afin de « réduire la dépendance de l'Afrique à

l'égard des importations de produits alimentaires ».

A propos du changement climatique, au risque de se répéter, les chefs d'Etat ont rappelé que « le plus grand atout de l'Afrique pour relever le défi climatique est son capital naturel inégalé, qui assure la subsistance de plus de 70% des Africains ». Il n'est pas question de s'en contenter, mais d'améliorer la visibilité et l'opérationnalité des mécanismes déjà en place parmi lesquels on peut citer l'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale-Cafi-, le Fonds bleu pour le Bassin du Congo et le Fonds vert pour le climat.

Les axes prioritaires

Nul doute que tout cet ensemble ne peut fonctionner sans la prise en compte d'une priorité comme l'électricité. En raison de la transversalité entre ce secteur et la préservation

de l'environnement, en termes « savants », on parle dorénavant de « transition énergétique ». Les dirigeants africains la souhaitent « juste et équitable ». Ils réitèrent leur détermination à « prendre des mesures pour assurer l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous d'ici 2030 ». Dans seulement huit ans, si l'on doit décompter, il faudra « fournir l'électricité à 85 millions de personnes supplémentaires ».

D'une priorité l'autre, l'homme est au cœur de cet agenda ambitieux. Cela implique d'investir dans l'éducation et la formation du capital humain. La création des centres d'excellence est encouragée, l'amélioration de l'offre de santé, le développement de l'économie numérique, la construction des infrastructures routières doivent intégrer cette liste des priorités pour l'Afrique.

Conclure peut-être ? En indiquant qu'en fait les problèmes de l'Afrique sont connus. Et les chefs d'Etat en premier sont mieux placés pour montrer le chemin du succès. Qu'il s'agisse de l'intérêt suscité chez leurs compatriotes par le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine-Zlecaf-, du Programme de développement des infrastructures en Afrique-Pida-, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique-Nepad, des ensembles sous-régionaux d'intégration ou des partenariats bilatéraux ou multilatéraux, le tableau de bord est assez lumineux pour autoriser de dispendieux tâtonnements. Sans doute manque-t-il à ce processus ce que la déclaration de Dakar a mentionné noir sur blanc dans son quinzième et dernier point, à savoir, susciter pour toutes ces promesses actées « un leadership et un engagement politique forts » et l'adhésion de tous. L'Afrique est face à ses responsabilités.

Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Kenya, Libéria, Madagascar, Mauritanie, Malawi, Nigeria, République du Congo, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Comores, Zimbabwe.

Gankama N'Siah

Denis Sassou N'Guesso élevé à la dignité de grand croix de l'ordre national du Lion

En reconnaissance de ses efforts dans la consolidation de l'amitié entre Dakar et Brazzaville, le chef de l'Etat congolais a été distingué par le président Macky Sall, lors d'une réception au palais de la République, en marge du sommet des dirigeants africains avec le groupe de la Banque mondiale.



Le président sénégalais, Macky Sall, a remis, le 7 juillet, à son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, les insignes de Grand-Croix dans l'ordre national du Lion, plus haute distinction de l'Etat du Sénégal qui récompense en temps de paix des personnalités pour des services civils ou militaires et pour leurs activités professionnelles. Dans le cas du chef de l'Etat congolais, cette élévation couronne ses efforts dans le raffermissement des relations entre le Congo et le Sénégal, a indiqué en substance l'hôte de Denis Sassou N'Guesso. Emu, le président de la République a rappelé les liens historiques qui unissent les peuples sénégalais et congolais, Dakar et Brazzaville

a-t-il rappelé, ayant été, sous la colonisation, respectivement capitale de l'Afrique occidentale française et capitale de l'Afrique équatoriale française : « Le Sénégal et le Congo, c'est une vieille histoire de lutte, d'amitié, une histoire de famille ; les peuples sénégalais et congolais sont connus durant toute la période coloniale et mené toutes les luttes ensemble », a-t-il souligné.

Rappelons que le même honneur a été fait au président nigérian, Mouhamadou Buhari, invité comme d'autres chefs d'Etat et de gouvernement africains au sommet de Dakar.

Les Dépêches de Brazzaville

CANALBOX

PROMO VACANCES



DU 1^{ER} AU 31 JUILLET 2022

BOX FIBRE & INSTALLATION

OFFERTES

**POUR TOUTE SOUSCRIPTION
À L'OFFRE INTERNET START**

55 00

CANALBOX CONGO
www.canalbox.cg

**50 Mb/s
EN ILLIMITÉ**

**ABONNEMENT MENSUEL
25 000** FCFA / MOIS

ONYCOM PRÉSENTE



FALLY IPUPA



29
JUILLET
POINTE-NOIRE



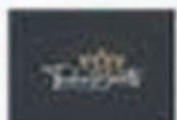
STANDARD TICKET: 20.000 FCFA

CONCERT

LIVE 17H

GALERIE NF

CONTACTS : +242056869928 / +242056268856 / +242068868458



ROYAUME-UNI

Deux favoris pour succéder à Boris Johnson et revoir l'aide britannique

Longtemps persuadé qu'il pouvait rester en poste malgré les mensonges, scandales et conflits d'intérêts, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a fini par démissionner, sous la pression de poids lourds de son gouvernement.

Il laisse un Parti conservateur épuisé par l'exercice du pouvoir et très fracturé. En difficulté depuis des mois, embourbé dans une série de scandales, volte-face et mensonges, Boris Johnson a fini par jeter l'éponge, le 7 juillet. Une chute précipitée par la démission spectaculaire, en moins de 24 heures, d'une quarantaine de ministres et collaborateurs. Un exode d'une rapidité sans précédent dans l'histoire du Royaume-Uni. Il pourrait rester Premier ministre jusqu'en automne. Le temps qu'un nouveau leader soit élu par les conservateurs. Le mécontentement courait depuis des mois, nourri notamment par le scandale des fêtes illégales à Downing Street pendant le confinement anti-Covid.

Boris Johnson et la réduction de l'aide britannique

Le mandat de Boris Johnson a vu une réduction de l'aide britannique de 0,7% à 0,5% du revenu national brut (RNB) ainsi que la fin du réputé ministère du Développement international, devenu une partie du Foreign, Commonwealth & Development Office. Le nouveau Premier ministre du Royaume-Uni sera choisi par les membres du Parti conservateur. Il n'y a pas de candidat unique. Le petit groupe de prétendants potentiels a des points de vue très variés sur le développement international. Le journal Guardian cite l'ancien chancelier Rishi Sunak, accusé d'essayer d'imposer de

nouvelles coupes dans l'aide en catimini, et Penny Mordaunt qui, en tant qu'ancien chef du DFID et travailleur à but non lucratif, est censé adopter une approche plus favorable à l'aide, comme les deux favoris pour succéder à Boris Johnson au 10 Down Street.

Et parmi les prétendants extérieurs figurent la ministre des Affaires étrangères Liz Truss, dont la récente stratégie de développement international a fait l'objet de critiques, et Tom Tugendhat, président de la commission des affaires étrangères, qui a mené ces critiques et qui s'est rebellé contre son propre parti lorsque le vote sur la réduction de l'aide étrangère a eu lieu. Stephanie Draper, PDG de Bond, le réseau bri-



tannique d'ONG, a exhorté quiconque succédera à Boris Johnson à inverser une grande partie de son héritage en matière d'aide. « Sous sa direction, nous avons également assisté à la fusion mal réfléchie entre le Foreign Office et le DfID, ainsi qu'aux coupes dévastatrices dans le budget de l'aide britannique, supprimant une bouée de sauvetage pour des milliards de personnes confrontées aux conflits, à la pauv-

té et au changement climatique », a-t-elle déclaré. « Nous espérons que celui qui le remplacera prendra des mesures urgentes pour nous ramener à 0,7% du RNB allant à l'aide britannique, afin que nous puissions légitimement reprendre notre rôle d'acteur mondial lorsqu'il s'agit de tenir nos promesses aux populations les plus marginalisées du monde », a-t-elle exhorté.

Noël Ndong

AVIS DE VENTE

Parcelle de terrain de 414 m² située au n°74 bis de la rue Jeanne d'Arc (avec une façade sur l'avenue goudronnée qui mène au rond-point de l'avenue 5 chemins) à Bacongo.

Contact : Tél. 05 551 00 86

NIGERIA

L'UE débloque 1,3 milliard de dollars pour faire face aux effets du changement climatique

Pour l'aider à faire face au changement climatique, l'Union européenne va débloquer 1,29 milliard de dollars pour appuyer l'effort climatique, le numérique et l'agriculture dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Le financement aidera le Nigeria à diversifier son économie, notamment dans l'agriculture et les énergies vertes et à renforcer ses avantages comparatifs dans ces domaines. « Le financement aidera l'Union européenne à parvenir à un développement à faible émission de carbone (...) créant des emplois pour les jeunes et favorisant la croissance économique », a déclaré l'ambassadrice de l'UE auprès du Nigeria et de la Cédéao, Samuela Isopi. C'était à l'occasion du 8e Business Forum UE-Nigeria. Il s'agit de financer 57 projets visant à réduire la vulnérabilité au changement climatique et la désertification, et à valoriser la transformation des déchets en énergie dans l'Etat de Cross River. Et, entre autres, une ferme piscicole dans l'Etat d'Ogun. Les fonds seront versés jusqu'en 2027 via le « Pacte vert ». Face à la transition énergétique, le Nigeria doit revoir sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures (gaz

et pétrole). Selon les données de la Banque mondiale, « 44,6% des Nigériens n'avaient pas accès à l'électricité en 2020 ». L'UE a recommandé aux autorités nigérianes « de miser sur les énergies renouvelables et les solutions énergétiques propres, telles que le solaire hors réseau dont il est le premier marché ouest-africain, pour relever ce défi ». Au Nigeria, le secteur pétrolier représente 90% des recettes en devises et 7% du PIB. Par ailleurs, la Banque européenne d'investissement (BEI) accordera des prêts pour financer des routes rurales. « Les prêts souverains de la BEI soutiendront l'accès du secteur agro-alimentaire aux marchés en finançant des routes en milieu rural ainsi que les efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets », précise l'UE. Cette contribution s'inscrit dans le cadre du projet « Team Europe Initiative (TEI) Nigeria Green Economy »

piloté par l'UE, le Danemark, la France, l'Allemagne et les Pays-Bas et centrée sur les nouvelles initiatives dans le secteur agricole, la politique gouvernementale d'intégration en amont ainsi que les opportunités d'accroître les exportations de gaz vers l'Europe.

Une balance commerciale excédentaire de 6 milliards de dollars

Les échanges bilatéraux Nigeria-UE ont atteint 28 milliards de dollars en 2021, avec un excédent de 6 milliards de dollars en faveur du Nigeria grâce aux ventes de pétrole et gaz à l'Europe. L'UE, premier investisseur au Nigeria, représente 20% du commerce avec le reste du monde. Par ailleurs, le Programme indicatif multi annuel de l'UE pour le Nigeria, qui couvre la période 2021-2024, a atteint 508 millions de dollars avec pour première priorité la promotion d'une économie verte et numérique.

N.Nd.

ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Denis Sassou N'Guesso salue un processus électoral apaisé

Le président de la République a salué, le 10 juillet à Brazzaville, le processus électoral en cours dans le cadre des élections législatives et locales 2022.

« Si les élections se déroulent de façon régulière, cela est un bon signe. La démocratie est un processus et nous devons continuer à apprendre et à avancer. Je pense que nous sommes sur la bonne voie », a déclaré Denis Sassou N'Guesso, après avoir voté au siège de l'arrondissement 5, Ouenzé. Répondant à une question relative à l'appel au boycott lancé par une partie de l'opposition, il a indiqué: « Le processus est en marche, car j'ai suivi le débat démocratique dans le pays et la campagne électorale s'est déroulée dans la paix. Il n'y a eu aucun incident majeur dans tous les départements ».

Le président de la République a, en outre, évoqué l'engouement des jeunes à ces deux scrutins. « Je suis très heureux d'observer ce mouvement. Cela veut dire que la jeunesse prend progressivement conscience de ses responsabilités et travaille pour son avenir. Il



Le président de la République accomplissant son devoir civique / Adiac

faut que tout cela se passe avec beaucoup de responsabilité et de sérieux », a-t-il renchéri.

Le chef de l'Etat congolais a, par ailleurs, souligné que

même par le passé les jeunes au Congo se sont engagés plus tôt dans les batailles politiques. « Cela n'a pas commencé aujourd'hui. Même notre génération s'est en-

gagée dans des luttes politiques et nous étions aussi jeunes. Tous les dirigeants que vous voyez ont commencé la lutte politique très jeune. On parlait de la vitalité de la

démocratie dans notre pays et si elle gagne le milieu de la jeunesse qui pense à son avenir; cela est un bon signe », a-t-il estimé.

La Rédaction

LE FAIT DU JOUR

De guerre lasse!

Pour les militaires maliens, au pouvoir depuis bientôt deux ans, comme pour les dirigeants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest-Cédéao-, le soulagement est partagé. La levée, le 3 juillet, des sanctions économiques et financières imposées à Bamako à la suite du coup d'Etat du 18 août 2020, suivi d'une récidive, le 24 mai 2021, met un terme à un bras de fer devenu vicieux pour les deux parties.

D'une part, l'organisation sous-régionale rejetant toute idée de voir le gouvernement de transition prendre plus de temps que prévu restait ferme sur sa position ; de l'autre l'exécutif militaire malien adoubi par des civils intransigeants, ne fléchissait pas sa volonté de suivre sa propre marche. Il en résulta un dialogue de sourds tentaculaire aux répercussions bien au-delà de la seule région ouest-africaine affectée, par ail-

leurs, par l'activité des groupes djihadistes.

La détérioration des relations entre le Mali et la France, alliés de longue date, a beaucoup puisé dans l'incertitude créée par l'irruption des militaires dans la vie politique du premier pays, mais sans doute aussi dans la forte pression exercée par le second sur un régime en quête de légitimité. Il lui en a voulu en quelque sorte de l'importuner sans fin. Mais Paris et Bamako n'ayant pas rompu leurs relations diplomatiques, le calendrier électoral du Mali validé par l'Afrique de l'Ouest pourrait rapprocher les vues entre les deux pays.

Il restera l'application par les Maliens du programme des deux prochaines années évoqué plus haut. On y retient que l'élection présidentielle aura lieu en février 2024, avec deux précédents rendez-vous importants l'année pro-

chaine, notamment le référendum constitutionnel, en mars, et les élections législatives entre octobre et novembre 2023. S'ils espéraient des avancées extraordinaires dans la rénovation des institutions publiques et la reconquête de l'autorité de l'Etat pendant la transition, les militaires maliens doivent s'être rendus compte, en deux ans d'exercice, qu'il s'agit de chantiers difficilement chiffrables en termes de temps de réalisation.

Avec ce dénouement, rien n'indique cependant que toutes les appréhensions concernant la suite de la transition au Mali sont élaguées. Le pays est, en effet, toujours suspendu des instances régionales. Si la Cédéao se réjouit d'avoir enfin trouvé un terrain d'entente avec un interlocuteur sevré par les sanctions, ce dernier peut de son côté et même en silence se prévaloir d'une résilience à toute épreuve de laquelle, sans idée de jeter l'huile

sur le feu, on peut dire qu'il en est sorti plutôt victorieux. Le Mali a tenu pendant deux ans sous embargo, et les autorités actuelles, en particulier le colonel Assimi Goïta pourrait être intéressé, le moment venu, de tronquer son treillis contre un trois-pièces civil pour se porter candidat à la présidentielle de février 2024.

On pourrait aussi ne pas s'étonner que tout à côté, les soldats parvenus dans les arcanes du pouvoir suprême par les mêmes estrades au Burkina Faso- là aussi la transition de vingt-quatre mois à compter du 1er juillet est actée par la Cédéao-, en viennent à concourir pour le fauteuil estimé. En cas de succès, les futurs nouveaux élus pourront devenir des homologues de leurs chers aînés présidents, tout bien considérés, de bon teint ! Il y a un temps pour la guéguerre et un temps pour la quiétude.

Gankama N'Siah

LIVRE

« La politique au Congo de Makoko à 2021 » présenté au public

L'écrivain Georges Nguila a présenté son livre « La politique au Congo de Makoko à 2021 », de 344 pages, le 6 juillet, dans le hall de l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville.

Constitué de deux grandes parties, à savoir « La pré-coloniale jusqu'à l'indépendance » et « Une analyse du système politique », le présent ouvrage de Georges Nguila peint l'aventure des Congolais de l'antiquité à nos jours sur plus de 1000 ans. Une aventure mi-claire et obscure faite des hauts et des bas et qui aujourd'hui semble s'apparenter à une tragédie voilée. En effet, à travers ce livre, l'auteur secoue les certitudes, les idées reçues et bouscule les mentalités obsolètes affichant des faits par-

fois risibles, tragiques comme dans Le pleurer-rire d'Henri Lopes.

Dans son approche, l'investigation ne s'arrête pas qu'aux acteurs politiques mais aussi à la population entière et aux structures censées permettre le vivre-ensemble, autrement dit la vie publique ou politique. A ce propos, Georges Nguila s'est efforcé de démontrer que la paix et le développement sont possibles, à condition de renouveler la gouvernance qui devrait cesser de relever de la compétence exclusive de l'Etat et de renouveler la nation sur des bases nouvelles. « *Nous devons changer le design politique, changer les gestions politiques, la nature des systèmes électoraux ainsi que le financement*



L'écrivain Georges Nguila présentant son livre *Adiac*

des partis politiques », en pense-t-il.

Après la présentation du livre par l'auteur lui-même, la rencontre littéraire s'est poursuivie par une séance de questions-réponses entre le public et Georges Nguila. Si certains ont félicité l'auteur pour cette œuvre dont le travail a été de longue haleine en vue de remonter le temps afin de décrire l'histoire du Congo sur plus de 1000 ans, d'autres par contre ont fustigé l'esprit extrêmement critique de l'auteur sur l'évolution socio-politique du pays qui ne cadre totalement pas avec les faits passés.

Notons que l'ouvrage « La politique au Congo de Makoko à 2021 » a été publié à compte d'auteur.

Mira Boussiengue, stagiaire

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Coupes d'Europe

Ligue des champions, matches aller, 1er tour préliminaire

Maribor et Antoine Makoumbou, titulaire au cœur du jeu, sont en danger après le match nul concédé à domicile face aux Bélarusses de Saligorsk (0-0). Le match retour, mercredi 13, s'annonce périlleux pour le champion de

Slovénie.

Ligue Europe Conférence, matches aller, 1er tour préliminaire

Bonne opération du FC Differdange, qui va faire match nul 1-1 chez l'Olimpija Ljubljana. Arrivé le 1er juillet au club, Christoffer Mafoumbi était sur le banc en Slovaquie, mais

pourrait jouer le match retour, jeudi 14 juillet, à domicile.

Également engagés à ce stade de la compétition, le DAC Dunajska et Yhoan Andzouana font l'essentiel au match aller face aux Nord-irlandais de Cliftonville (2-1).

L'ancien Monégasque était titulaire au poste d'ailier gauche. Actif, il tenta d'accélérer le jeu de son équipe. Ainsi, c'est lui qui écarte sur la droite et sert Szantho pour l'ouverture du score (25e).

A la réception d'un corner, le gaucher n'attrape pas le cadre avec sa demi-volée.

Remplacé à la 62e, à 1-1.

Le match retour à Belfast n'aura rien d'une sinécure pour la formation slovaque.

Le Partizani Tirana prend une option après son succès 1-0 à Saburtalo. Chandrel Massanga était titulaire dans l'entrejeu face aux Géorgiens, contrairement à Archange Bintsouka, absent.

Dila Gori s'incline chez les Finlandais de KuPS (0-2). Sans Romaric Etou, qui n'a pas retrouvé la compétition depuis sa blessure à la cheville en août 2021.

Camille Delourme



Premier match et première passe décisive pour Yhoan Andzouana cette saison (dac1904.sk)

TRANSFERTS

Bradley Mazikou passe du CSKA Sofia à l'Arif Salonique

En fin de contrat en Bulgarie, le latéral gauche international va poursuivre sa carrière en première division grecque, à l'Arif Salonique.



Bradley Mazikou s'est engagé pour trois saisons en faveur du « Dieu de la guerre », le surnom de l'Arif Salonique (arifsc.com)

Après trois saisons pleines au CSKA Sofia (110 matches joués toutes compétitions confondues, 4 buts, 11 passes décisives), Bradley Mazikou s'est engagé pour la même durée en faveur de l'Arif Salonique.

Avec l'équipe basée à Thessalonique, le gaucher de 26 ans va retrouver la Ligue Europa Conférence, puisque la troisième place du club l'a qualifié pour le second tour des qualifications, les 21 et 27 juillet face aux Bélarusses du FK Gomel (retour à l'étranger).

L'ancien Lorientais connaît déjà la compétition pour avoir disputé douze matches la saison dernière avec le CSKA Sofia, dont six de qualification.

Rappelons qu'avec le club bulgare, le natif d'Orléans a remporté une coupe de Bulgarie, en 2021, et a été deux fois dauphin de Ludogorets (2020 et 2022).

L'international congolais, qui a signé son contrat de trois ans mercredi, n'a pas pris part au match de préparation de son équipe, vendredi face à Limassol.

Il pourrait donc faire ses débuts sous son nouveau maillot lundi lors du match face à l'Olymiakos.

C.D.

CONTE

Julles Ferry Moussoki en tournée nationale

C'est au total six dates bouclées dans l'agenda du conteur congolais, Julles Ferry Moussoki, qui l'ont déjà conduit tour à tour à Brazzaville et Pointe-Noire et dans les prochains jours à Ouesso puis Oyo.

Débutée à Brazzaville, le 2 juillet dernier, la tournée du projet culturel « Le soir au Mbongui » continue de se déployer sur le plan national. Le conteur congolais a livré trois spectacles les 5, 6 et 9 juillet à Pointe-Noire. Des spectacles qui ont eu lieu dans des salles, à l'espace Yaro et à l'espace Kunkode, ainsi qu'au bord de la mer dans une ambiance bon enfant. « Le public était ravi de vivre ces moments et on pouvait lire sur les visages cette gaieté. En effet, pendant longtemps, ce genre de rendez-vous n'était plus vivable dans nos communautés. Le conte, le mbongui avait disparu. Et donc c'était une grande joie de faire revivre ces moments ici à Pointe-Noire. Les grands-parents, adultes et enfants ont d'ailleurs souhaité que le conte se perpétue à travers de telles initiatives », a dé-

claré Julles Ferry Moussoki, dont les contes majeurs partagés durant ce périple sont entre autres « Mpandi et les deux objets magiques », ainsi que « La fille qui courait derrière sa chance ».

Dans la suite de cette tournée, l'artiste congolais est appelé à être sur scène, le 14 juillet dans la ville de Ouesso, dans le département de la Sangha, et le 18 juillet, sauf changement de programme, à Oyo, dans le département de la Cuvette. Avec le français comme langue de communication ainsi que quelques séquences en langues nationales, Le soir au Mbongui permettra au public de ces deux localités, enfants et adultes, de se donner rendez-vous pour écouter et savourer la culture traditionnelle et moderne à travers les contes d'hier et d'aujourd'hui, devinettes, mythes et rites.

Le soir au Mbongui est un projet



culturel initié par la compagnie Nzonzi et dirigé par Julles Ferry Moussoki, conteur médaillé d'or en contes aux 8e jeux de la Francophonie à Abidjan en 2017, dans le but de transmettre la culture orale, de partager et de recueillir des besoins traditionnels de la

population, de mettre en valeur les sites historiques et touristiques du Congo et de véhiculer les valeurs morales à la population. Cet événement s'inscrit dans l'optique de la valorisation et de la dynamisation de la culture ancestrale de l'oralité qui a longtemps caractérisé le conti-

ment africain, et en parallèle la société congolaise.

« Le soir au Mbongui est une manière pour nous de revitaliser cette tradition qui a tendance à disparaître au nom de la mondialisation. Le soir au Mbongui ambitionne la promotion, la diffusion et la vente des spectacles de l'oralité au plan national. Le programme permet aussi de faire revivre les instants de joie à l'image de nos Mbongui hier, sous le rythme des contes, des proverbes, des devinettes, des danses, des percussions et bien d'autres expressions artistiques de la parole et du langage », a fait savoir Julles Ferry Moussoki.

Notons que pour cette tournée, Julles Ferry Moussoki est en compagnie de Préférée Banzouzi et Steve Tchibinda, également conteurs. Davy Malonga en est le régisseur général. Au regard des fonds à mobiliser pour la réussite de cette tournée, appelée à se déployer également dans d'autres localités du pays, la compagnie Nzonzi se dit ouverte à tout type de partenariat et sponsoring.

Merveille Atipo

Une soirée autour du feu ponctue les activités de Jorus Mabiala à Pointe-Noire

Au bord de la mer et le soir au Mbongui ont réuni, le 6 juillet au Centre des ressources du conte et des arts de l'oralité à Côte matève, dans le 6^e arrondissement Ngoyo, les amoureux et férus du conte qui sont venus dire au revoir à Jorus Mabiala, conteur congolais résidant à Marseille, après son long séjour de travail dans la ville océane et d'autres villes du pays.

Après près de dix mois d'activités dans la ville océane, Jorus Mabiala, conteur de la compagnie Africa Graffitis, a offert une journée de conte en guise d'aurevoir, en organisant le conte au bord de la mer et le dernier Mbongui autour du feu. Deux activités qui ont connu la participation de Jules Ferry Moussoki, comédien et conteur congolais, médaillé d'or aux 8es Jeux de la Francophonie en 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).



Les conteurs à la plageDR

Au cours de cette journée dédiée au conte, les conteurs d'Africa Graffitis, Jules Ferry Moussoki et Jorus Mabiala ont égayé le public d'abord à la plage en fin de journée puis au Centre de ressources du conte et des arts de l'oralité en soirée. Les contes d'ici et d'ailleurs, les animations diverses autour du feu, les danses ont égayé le public heureux d'avoir participé à une journée mémorable.

Signalons que Jorus Mabiala, le conteur congolais résidant à Marseille a, lors de son séjour au Congo, joué avec sa compagnie de conte «Africa Graffitis» dans les écoles, les lieux et salles de spectacles, sans oublier les nombreux spectacles et rencontres diverses, formations et ateliers qu'il a initiés au Centre des ressources du conte et des arts de l'oralité à Côte matève.

Hervé Brice Mampouya



Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



DIPLOMATIE

Mohamed Bek El Fadel prend ses fonctions

Le premier consul honoraire du Gabon à Pointe-Noire a été investi dans ses fonctions le 7 juillet par Alexandre Honoré Paka, préfet du département de Pointe-Noire, en présence de René Makongo, ambassadeur du Gabon en République du Congo et de plusieurs membres de représentations consulaires.

L'installation de Mohamed Bek El Fadel, âgé de 30 ans, dans ses nouvelles fonctions de consul honoraire du Gabon à Pointe-Noire renforce la cordialité des relations qui existent entre le Congo et le Gabon, deux pays voisins qui vont davantage raffermir leur coopération à travers cette nouvelle représentation.

René Makongo, ambassadeur du Gabon au Congo, a exhorté le nouveau consul à entretenir une bonne collaboration avec les autorités politiques, administratives et militaires de la ville océane en respectant les lois et règlements en vigueur en République du Congo. « Vous allez désormais partager votre temps entre vos unités de production et le Consulat car cette nouvelle carrière que vous entamez requiert les qualités humaines, professionnelles, mais aussi la disponibilité, le contact, l'efficacité... », a-t-il fait sa-



voir au consul.

En remettant le drapeau national de la République du Gabon et les autres attributs du pouvoir à Mohamed Bek El Fadel, Alexandre Honoré Paka, préfet du département de Pointe-Noire, a traduit la volonté inébranlable des présidents Ali Bongo Ondimba du Gabon et Denis Sassou N'Gusso du Congo de raffermir les relations qui unissent les deux pays.

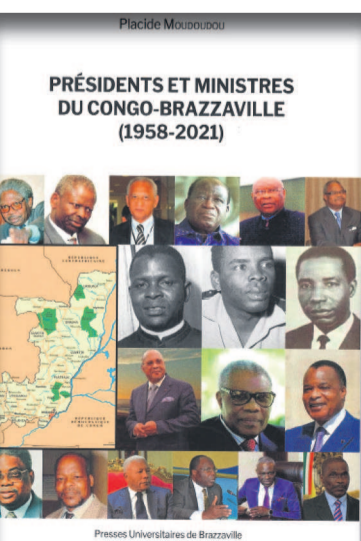
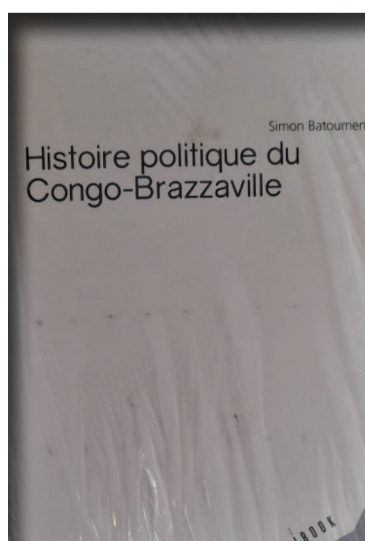
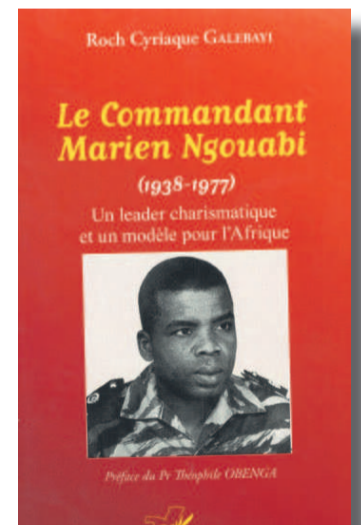
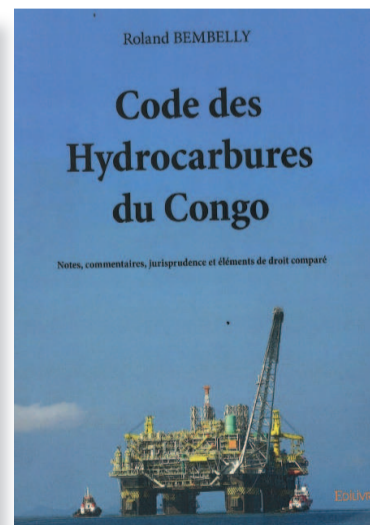
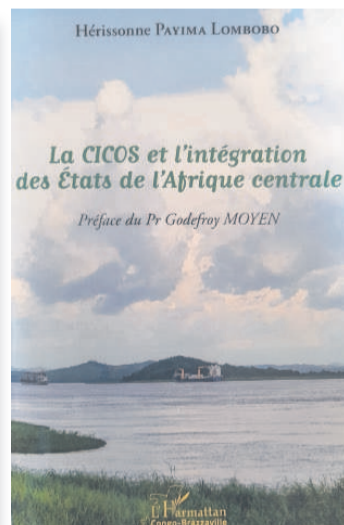
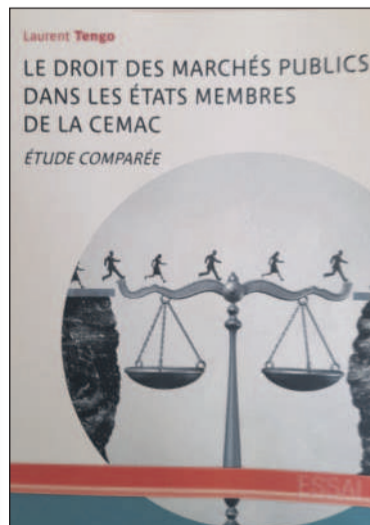
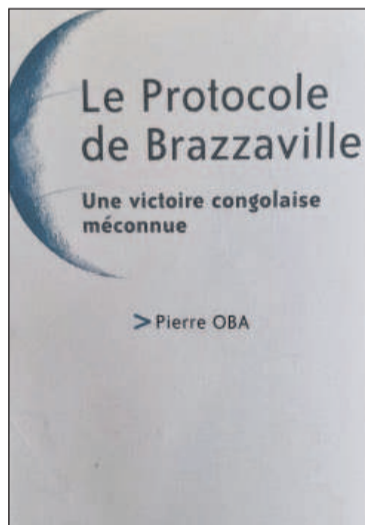
Installé dans ses fonctions, le nouveau consul honoraire du Gabon à Pointe-Noire a déclaré : « M. le préfet, je mesure la délicatesse de la tâche qui m'attend et je fonde mon espoir sur votre encadrement et soutien pour satisfaire les attentes de l'Etat gabonais ». Et d'ajouter « Dans l'accomplissement de mes fonctions, je vais m'atteler au renforcement des relations d'amitié entre le peuple congolais et gabonais, contribuer à

la dynamisation de la coopération entre nos deux pays, singulièrement dans les échanges commerciaux. J'exhorte les Gabonais et gabonaises qui ont choisi le Congo comme seconde patrie à respecter scrupuleusement ses lois et règlements en vigueur pour consolider le vivre-ensemble avec la population du département de Pointe-Noire ». Mohamed Bek El Fadel est né le 14 septembre 1992 à Libreville au Gabon. Il fit ses études primaires à l'école franco-britannique de Libreville, avant de les poursuivre au lycée français de Beyrouth au Liban pour le cycle secondaire. Après ses études supérieures, il entame une vie professionnelle dans une société familiale. En 2013, il crée Atlas Congo, une société de communication et de régie publicitaire d'impression et d'affichage de grands formats.

Hervé Brice Mampouya



EN VENTE



PONTON AWARDS 2022

Les nominés dans les différentes catégories désormais connus

La 3e édition de la soirée du mérite pontenegrin dénommée Ponton Awards 2022 a lieu le 21 août au Rocher des Ages. Prélude à la cérémonie, Gildas Bakala, président du comité d'organisation dudit évènement et Philippe Gervie Bassintsa, avocate, au barreau de Pointe-Noire, présidente du jury, ont animé une conférence de presse le 7 juillet pour édifier le public sur l'activité.

Le trophée du mérite pontenegrin dit Ponton Awards distingue les pontenegrins méritants qui s'illustrent dans les différentes catégories en lice, à savoir Excellence entrepreneuriat avec en exergue une action sur les idées novatrices, l'impact social, et la passion ; Engagement jeunesse en mettant en avant l'implication dans l'orientation de la jeunesse et la participation au développement ; Excellence sport (idées novatrices, l'impact social et la passion) ; Les modèles artistiques, une catégorie qui rassemble plusieurs courants d'art dans sa globalité qui promeut l'influence positive, l'orientation éducative ainsi que la création et Les sociétés culturelles qui ont dans leur fonctionnement une politique culturelle importante et qui accompagnent les projets artistiques. « Les Ponton Awards sont aujourd'hui à leur 3e édi-



tion. C'est une plateforme de valorisation de l'excellence locale, une synergie d'action entre les médias qui accompagnent l'évènement et les partenaires ainsi que les sponsors qui, grâce à leur

La tribune lors de la conférence de presse présentant la 3e édition des Ponton awards 2022DR

apport multiforme, contribuent à la réalisation de l'activité », a dit Gildas Bakala. Il a également révélé que « l'impact sur la ville est perceptible puisque de nombreux partenaires ne cessent de se joindre au projet en dépit du contexte économique difficile tout comme certains anciens lauréats qui soutiennent sans cesse l'évènement ».

Selon Philippe Gervie Bassintsa, présidente du jury composé de cinq membres venant de plusieurs horizons (justice, com-

munication, culture, monde des affaires etc...), le mérite et le talent sont les critères essentiels qui vont guider le jury à distinguer le meilleur dans les cinq catégories. Le public va également se prononcer par vote à partir du 9 juillet via le numéro WhatsApp: 05 563 63 63.


Les nominés dans les cinq catégories : Excellence entrepreneuriat : Edrine Samba, Ceo de maniocquerie du Congo, une entreprise spécialisée dans la transforma-

- tion et la vente des produits dérivés du manioc ;
- Roch Nzoko, entrepreneur, Ceo de Zoko village, un site touristique ;
- Bio Charbon Wumela ;
- Akwaba Tours and Travel, agence touristique.
- Engagement jeunesse
- Gabie Seinzor, fondatrice de la plateforme Futures mamans 242 ;
- Sophie Mignot, philanthrope, plus connu sous le nom de Kasdal House ;
- Lio Cruss Galiu, styliste, propriétaire de la marque Lio Cruss Style Design ;
- Roselyne Ahissi, entrepreneure, styliste et fondatrice de la plateforme Koteya CG ;
- Modèles artistiques
- Queen Tawa, styliste, modéliste, patronne de ligne de vêtement Liputa Swagga ;
- Beautresor Flaverick Kouta, cinéaste, promoteur culturel.
- Excellence sport
- Astride Mikoko, gymnaste artistique et rythmique ;
- Athletic Club, un centre de formation de football ;
- Sociétés culturelles
- Elais Hôtel ;
- Musée Cercle africain.

Hervé Brice Mampouya



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.







Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

ARTS PLASTIQUES

Les stages vacances de bande dessinée démarrent en août

La quatrième résidence de bande dessinée dite Bulle Mbwi sera lancée le 1er août à Pointe-Noire, au village Kati, dans le quatrième arrondissement, Loandjili.

4 ÈME RÉSIDENCE DE BANDE DESSINÉE



AOÛT SEPT 2022

Frais de participation
20.000 fefa

AU PROGRAMME
Atelier BD . Kafé BD . Battle de dessin .
Atelier animation (dessin animé).

Lieu : VILLAGE KATI
Réf. vers le PS de Loandjili

NSANA - ARTS BUTSIELE

Informations et réservations :
06 678 04 96 / 05 637 46 67 / 06 687 29 88

[Facebook](#) BulleMbwi [Instagram](#) Dikoualabulles

Pendant les vacances, Nsana Arts Butsiélé, l'organisatrice de l'activité, va initier les jeunes et tout amoureux de la bande dessinée (BD) à cet art à travers l'atelier BD, le kafé BD et l'atelier d'animation (dessin animé), battle de dessin... La formation va durer deux mois. L'objectif est de rendre cet art visible et accessible à tous.

Diplômée de l'Ecole nationale des beaux-arts de Brazzaville et première femme bédéiste congolaise, Jussie Nsana dirige le collectif Dikouala Bulles (des rencontres itinérantes avec la BD congolaise), sans oublier Bulle Mossi qui réunit également les passionnés de cet art.

H.B.M.

COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Les favoris assument leurs statuts

En attendant le tirage au sort des matches en aller et retour, les affiches des quarts de finale de la Coupe nationale réserveront des rencontres de très hautes factures. Les anciens vainqueurs sont au rendez vous mise à part la Jeunesse sportive de Talangai (JST) vainqueur de l'édition 2007.

La JST s'est inclinée face à l'Interclub (1-2), le 9 juillet à Kintélé en huitième de finale de la Coupe du Congo. L'Etoile du Congo tenante du titre s'est qualifiée, en assurant l'essentiel face au Red Star (1-0). Sans jouer, l'AS Otohô reste en course pour le seul titre national qui manque à son palmarès. Elle s'est imposée sur tapis vert (3-0). Le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) a été accroché (1-1) par le FC Racine. Les Aiglons l'emportent aux tirs au but (3-1). V Club Mokanda a réalisé le meilleur score des huitièmes de finale, en écrasant CS Sersy sur un score sans appel de (5-0). L'AS Cheminots a eu toutes les



Etoile du Congo et l'AS Otohô, ...

peines du monde à se qualifier face à Fleur du Ciel. Les Cheminots l'emportent (4-1) aux tirs

au but après un score de 0-0 au temps réglementaire.

En déplacement à Madingou, les Diables noirs ont assumé leur statut le 8 juillet face à l'Interclub de Nkayi (2-0). Interclub de Dolisie a créé la surprise, en éliminant le FC Nathalys, club de ligue (8-7) aux tirs au but, au terme d'un résultat nul d'un but partout.

Etoile du Congo, AS Otohô, Diables noirs, Cara, Interclub, As Cheminots, V Club et le petit poucet Interclub de Dolisie attendent donc le tirage pour être fixés sur leur sort.

James Golden Eloué



... les deux équipes finalistes de la dernière édition/Adiac

COMPÉTITIONS INTERCLUBS

La CAF revient à l'ancien système

Dans une correspondance adressée à ses associations membres, la Confédération africaine de football (CAF) a décidé le 3 juillet à Rabat, au Maroc, que les finales de ses compétitions interclubs se joueront en aller-retour. La décision entre en vigueur pour le compte de la saison 2022-2023.

L'expérience d'une finale sans manche retour sur un terrain neutre aura été de très courte durée. La CAF est revenue sur sa décision tout en modifiant l'article 28 du chapitre 3 des règlements.

« La finale sera jouée en deux matches aller et retour. L'équipe qui totalisera le plus grand nombre de buts en cours deux rencontres est déclarée vainqueur. En cas d'égalité au nombre de buts marqués au cours des deux matches, et dans ce cas seulement, l'équipe qui aura marqué le plus grand nombre de buts à l'extérieur sera déclarée vainqueur. En cas d'égalité au nombre de buts marqués à l'extérieur, le vainqueur sera déterminé par des tirs au but conformément aux lois de jeu de l'International football association board. L'équipe qui aura réussi à marquer le plus grand nombre des tirs au but sera déclarée victorieuse », a-t-elle précisé.

Au Congo, il n'y a que deux clubs qui ont réussi à inscrire leur noms au palmarès des vainqueurs des compétitions interclubs de la CAF : le Club athlétique renaissance aiglons (vainqueur de la Coupe d'Afrique des clubs champions, l'actuelle Ligue des champions en 1974) et l'Athlétic club Léopards de Dolisie (vainqueur de la 9e Coupe africaine de la Confédération en 2012). Le troisième club est toujours attendu.

J.G.E.

RÉFLEXION

Rien n'est plus important ...

Oui, si l'on réfléchit bien, rien n'est plus important dans le moment présent que d'aider notre voisine et notre sœur la République démocratique du Congo, ex-Zaïre, à résoudre sans délai les problèmes auxquels elle se trouve confrontée et dont l'aggravation continue menace désormais la stabilité de l'Afrique centrale tout entière. En apportent la preuve la multiplication des agressions qui frappent les populations de l'Est de ce vaste pays et peut-être plus encore les tensions qui ne cessent de s'aggraver entre la RDC et le Rwanda alors même que la communauté internationale s'efforce de les apaiser.

Au-delà des problèmes que doit résoudre son président actuel, Félix Tshisekedi Tshilombo, le Congo démocratique occupe – il est important de le rappeler – une position clé au cœur du continent africain : deuxième pays le plus vaste de cette partie du monde avec ses 2.345.000 kilomètres carrés et

troisième pays le plus peuplé du continent avec ses quelques 90 millions d'habitants il domine de fait le deuxième poumon de la planète qu'est l'immense Bassin du Congo ; exactement comme le Brésil, en Amérique latine, occupe pour une large, très large part le Bassin de l'Amazonie.

Aider un pays aussi vaste à résoudre les multiples problèmes auxquels il se trouve confronté soixante-deux ans après son accession à l'indépendance – le 30 juin 1960 très précisément – est d'autant plus important, pour ne pas dire essentiel, que de sa stabilité intérieure dépend pour une large part le sort des pays qui l'entourent et qui constituent l'une des communautés humaines les plus importantes de l'Afrique. Mais cela ne pourra se faire que si l'Afrique centrale dans son ensemble se mobilise dans tous les domaines – politiques, économiques, financiers, culturels, diplomatiques, stratégiques, donc

militaires – afin d'aider le peuple congolais à asseoir son unité sur des bases solides.

Une telle mobilisation n'étant guère facile comme on l'a vu partout dans le monde tout au long des siècles précédents – Chine, Etats-Unis, Inde, Europe, Russie ... – tout doit être mis en oeuvre aujourd'hui pour que l'ensemble du Bassin du Congo se rassemble dans une même communauté, résolve ses problèmes internes et externes, crée les institutions collectives qui permettront de guérir les blessures de l'Histoire, se dote des moyens stratégiques qui le mettront à l'abri des guerres intestines, des tentatives de recolonisation par l'économie, les finances et l'exploitation des ressources naturelles, bref franchisse enfin un pas décisif sur la voie de l'unité régionale.

Il est clair, pour nous en tout cas, que l'avancée de ce processus historique ne sera possible que si les

pays situés au cœur du Bassin du Congo s'entendent rapidement sur l'essentiel qui est la mise en place d'une coopération permanente dans les domaines les plus sensibles. En commençant bien sûr par l'abaissement des frontières artificielles que les puissances coloniales ont élevées il y a un siècle et demi afin d'affirmer leur grandeur et leur pouvoir.

Dans ce contexte la construction du Pont route-rail au-dessus du fleuve Congo qui se confirme enverra un signal fort à la communauté mondiale dans son ensemble. Souhaitons donc qu'elle s'accélère et permette au plus vite de rendre possible, aisée et donc productive dans tous les domaines la coopération multiforme des deux Congo.

Rien en effet n'est plus important aujourd'hui, convenons-en, que ce rapprochement multiforme.

Jean-Paul Pigasse